



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S. Numéro spécial (Extrait du N°71) - 1,50 €

15 DÉCEMBRE 2018

**GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE**

Article paru dans « *Combattre pour le socialisme* » n° 71 (153 ancienne série) du 5 décembre 2018.

À propos de « l'indépendance réciproque des syndicats et des partis »

**Une série d'articles faisant l'apologie de « l'indépendance réciproque des syndicats et des partis »
au nom de la Charte d'Amiens**

Dans l'hebdomadaire *La Tribune des travailleurs* (que nous désignerons par la suite de ses initiales TT), pas moins de sept articles sont consacrés aux rapports partis-syndicats sous le titre : « *chronique du dédagisme antisyndical* ».

L'auteur de ces articles, Daniel Gluckstein, est le principal dirigeant de la « tendance communiste internationaliste » qui se réclame de la continuité historique de la IV^e Internationale, du combat de Lénine et de Trotsky.

Il y a donc pour *Combattre pour le socialisme* (CPS) une première raison de s'intéresser à ces articles. *Combattre pour le socialisme* est le bulletin du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière. Notre Groupe prend appui sur les acquis politiques des I^{ère}, II^e, III^e et IV^e Internationales, ainsi que du Comité fondé par Stéphane Just. Il se réclame de ces acquis, y compris en ce qui concerne la position par rapport aux syndicats. Il y a donc un intérêt pour CPS à confronter les positions défendues par Daniel Gluckstein à celles historiquement défendues constamment, notamment par les III^e et IV^e Internationales sur la question syndicale.

Il y en a une seconde. « L'indépendance des syndicats par rapport aux partis », dont se réclame bruyamment Gluckstein, a toujours été brandie par les appareils dirigeants - tant de la CGT, de FO, de la FSU - pour boucher toute issue politique au mouvement des masses, en particulier lors des grandes mobilisations de la classe ouvrière. On se souvient de la réplique de Viannet, dirigeant CGT en 1995, alors que des centaines de milliers de manifestants déferlaient contre le plan Juppé ; s'en prenant à ceux qui réclamaient que le gouvernement Chirac-Juppé soit chassé, il répondait : « *Mais par quoi*

voulez-vous le remplacer ? » Et c'est bien parce que la grève générale aurait immédiatement mis à l'ordre du jour le renversement du gouvernement Chirac-Juppé que l'appareil CGT s'y était opposé de toutes ses forces, comme d'ailleurs Blondel et l'appareil FO à leur manière.

Plus récemment, le précédent numéro de CPS a fait un bilan semaine après semaine de la trahison des cheminots par les dirigeants syndicaux. On ne peut évidemment comparer - sinon pour les opposer - la mobilisation massive de novembre-décembre 1995 débordant le dispositif des appareils dirigeants et la tentative de mobilisation des cheminots au printemps dernier. En 1995, les cheminots et les travailleurs de la RATP se mettent les premiers en grève illimitée, la grève s'étendant spontanément à des corporations entières du prolétariat. Au printemps dernier, la caractéristique essentielle est le fait que les appareils syndicaux en ont conservé de bout en bout le contrôle total. Mais dans l'un et l'autre cas, le ressort fondamental de la politique des appareils syndicaux demeure identique : pas question de menacer l'existence du gouvernement bourgeois ! C'est ce qu'affirme sans détour Martinez le 11 avril 2018 : « *La CGT n'a pas pour but de faire tomber Macron. Ce qui est mis en œuvre n'est pas bon et on propose autre chose. C'est une CGT qui conteste et qui propose. Quant à la convergence des luttes, elle est syndicale et non politique* ».

Le ressort de la politique de Martinez, c'est de ne pas toucher à l'existence du gouvernement Macron. L'alibi de la politique de Martinez, c'est l'indépendance du syndicat par rapport au politique.

La véritable cause de l'affaiblissement des organisations syndicales

Venons en donc plus précisément au contenu des articles de Gluckstein, et d'abord au titre de la rubrique : « *Chronique du dédagisme antisyndical* ». Il y aurait selon Gluckstein un « *dédagisme antisyndical* » comme il y a un dédagisme politique anti-partis, référence à Mélenchon dont il est exact que le projet politique consiste à liquider

le PS et le PCF, même si la liquidation en cours du PS et du PCF est d'abord le résultat de leur propre politique.

La preuve du « *dédagisme antisyndical* », Gluckstein la voit dans les déclarations des journaux patronaux contre la CGT. Gluckstein en cite une, mais effectivement on pourrait en citer des centaines. Car que la bourgeoisie soit pour affaiblir, voir dans certaines circonstances historiques

pour détruire les syndicats ouvriers n'est pas là une réalité nouvelle mais une constante depuis que ces derniers existent. De ce point de vue, la défense des organisations syndicales est évidemment une constante de la politique révolutionnaire.

Or, aujourd'hui, c'est un fait que la tendance est à l'affaiblissement des organisations syndicales. S'agissant de la CGT, c'est un fait que ne conteste pas la direction de la CGT elle-même - même si elle en sous-estime l'ampleur : la tendance accentuée depuis 2016 est à la baisse constante des effectifs. Le journal patronal *Les Echos* en fait état, citant des chiffres donnés par la direction syndicale : « Difficile pour autant de contester la pente sur laquelle est engagé le syndicat depuis 2013-2014. Chaque année, les chiffres communiqués apparaissent en déclin : après avoir frôlé les 700.000 adhérents en 2012, la CGT en comptabilisait 686.093 en 2014, puis 676.165 en 2015. Les chiffres de 2016, qui devraient être clôturés en mars 2018, s'établissent pour l'instant à 649.898 adhérents. »

La direction de FO ne donne aucun chiffre, ce qui est en soi l'aveu que l'évolution n'est pas positive. Quant à la FSU, au cours de ces vingt dernières années, elle n'a maintenu ses effectifs que par l'extension de son champ de syndicalisation. Mais la même tendance à la baisse est présente dans ses principaux syndicats (SNES, SNUIPP), tendance que n'infirme pas réellement la stabilisation récente des chiffres du SNES. D'ailleurs l'affaiblissement n'est pas seulement quantitatif ; il est aussi qualitatif : disparition de sections syndicales, réduction de l'activité syndicale à l'intervention dans les instances de gestion ou de participation, etc.

Mais est-ce là fondamentalement le résultat de l'offensive directe de la bourgeoisie contre l'existence des syndicats ? Il ne s'agit pas un instant de nier la répression patronale et bourgeoise contre les militants syndicaux. Air France, Goodyear en offrent quelques exemples récents. Il est évident que dans ce cas, indépendamment de l'appréciation que l'on peut avoir sur l'orientation défendue par les militants réprimés, le devoir élémentaire des militants révolutionnaires est de combattre inconditionnellement pour que se réalise le front unique des organisations ouvrières contre toute répression.

Toutefois, dans d'autres circonstances historiques, la répression antisyndicale était aussi violente, voire davantage (il n'était pas rare que les dirigeants syndicaux soient jetés en prison pour avoir organisé des grèves), ce qui n'empêchait pas les syndicats de voir leurs effectifs gonfler de manière impressionnante.

Même dans le cas où les militants réprimés développent une orientation en tout point opposée à une orientation correcte, la position qui doit être défendue est évidente : front unique contre toute répression. La méthode correcte à cet égard est indiquée par Trotsky (tome 22 des Oeuvres) : « Un syndicat dirigé par des gredins réactionnaires organise une grève contre l'admission d'ouvriers noirs dans une branche d'industrie. Allons-nous soutenir cette grève honteuse ? Bien sûr que non. Mais supposons que le patron profitant de cette grève

tente d'écraser le syndicat et de rendre d'une façon générale impossible toute autodéfense organisée des ouvriers. Dans ce cas, nous défendrons le syndicat en dépit de sa direction réactionnaire. »

Il établit ainsi de manière limpide la différence entre la défense du syndicat et la défense de la politique de l'appareil syndical.

D'ailleurs, la position de la bourgeoisie par rapport aux syndicats doit être précisée. Dans un article du *Monde* du 5 juin 2018, Raymond Soubie, ancien conseiller social de Sarkozy, dressait le bilan suivant : « Les syndicats ne sont pas au mieux de leur forme. Et ce n'est une bonne nouvelle ni pour les salariés, ni pour les entreprises, ni même pour le bon fonctionnement de la démocratie. Tous ont besoin de représentants - ou d'interlocuteurs - forts, reconnus et responsables. »

Y a-t-il contradiction entre les nombreuses déclamations contre les syndicats qui fleurissent dans la presse bourgeoise, entre la répression quotidienne des militants syndicaux et cette tribune de Soubie, un des plus éminents spécialistes de la bourgeoisie en matière de relation entre les classes ? En aucune manière. Soubie veut des « interlocuteurs forts, reconnus et responsables ». Traduisons : il veut des appareils syndicaux forts, reconnus (c'est-à-dire peu susceptibles d'être débordés) et responsables (c'est-à-dire soucieux des intérêts de « l'entreprise », c'est-à-dire de préserver les conditions « normales » d'exploitation de la force de travail). Non seulement, cela ne va pas à l'encontre du combat contre l'organisation syndicale comme organisation de défense élémentaire de la classe ouvrière, mais cela va strictement dans le même sens. La bourgeoisie veut des appareils forts et des syndicats faibles.

À cet égard, quelle est la plus lourde menace qui pèse sur les organisations syndicales sinon la politique des appareils syndicaux eux-mêmes ? Qui ne voit qu'il y a une relation immédiate entre l'affaiblissement de la CGT accentuée depuis 2016, et les défaites essuyées sur la loi El Khomri et sur les ordonnances Macron ? Or ces défaites ne doivent rien à une quelconque fatalité. Elles ont été organisées par les appareils syndicaux. Ces derniers ont combattu de toutes leurs forces contre la perspective d'un affrontement central avec le gouvernement (refus d'appeler à manifester à l'Assemblée nationale pour l'empêcher d'adopter ces lois scélérates). Ils ont maintenu le fil de la collaboration avec le gouvernement au cours de mois de concertation continue. Ils ont laissé la jeunesse en particulier, mais aussi les travailleurs, subir la plus violente la répression policière dans les manifestations, ne manquant pas une occasion au contraire d'affirmer leur soutien aux forces de l'ordre. Et faisant ainsi « la preuve » de l'incapacité à résister victorieusement à l'offensive de la bourgeoisie, ils ont convaincu des milliers de travailleurs de se détourner des organisations syndicales.

Voilà pourquoi la défense des organisations syndicales ne saurait se confondre avec la défense des appareils syndicaux, mais au contraire suppose le combat le plus intransigeant contre ces appareils.

Une opération de camouflage

Voilà précisément ce que Gluckstein camoufle. Et pour cause ! La TT a apporté sa petite contribution au combat des appareils contre la centralisation du combat ouvrier contre le gouvernement. Elle l'a fait de manière particulièrement nette s'agissant de la loi El Khomri : « *Non ce n'est pas à l'Assemblée nationale que l'exigence du retrait sera imposée* », titrait la *Tribune des Travailleurs* le 4 mai 2016. Quelques semaines plus tard, le 14 juin, une manifestation nationale de centaines de milliers de travailleurs était dissoute avant même son lieu de destination officiellement prévu, celui-ci étant jugé par les dirigeants syndicaux trop proche de l'Assemblée où les députés étaient en train de siéger. Accord parfait...

Et comme Gluckstein ne veut pas indiquer la vraie raison de l'affaiblissement des syndicats - que vient toutefois en permanence contrebalancer le besoin qu'ont les travailleurs, malgré les appareils dirigeants, de s'organiser contre les capitalistes et leur gouvernement -, il invente le « dédagisme antisyndical » comme ultime explication.

La cible apparente de Gluckstein est Mélenchon qui serait le grand ordonnateur du « dédagisme antisyndical ». Pourquoi ? Parce que Mélenchon s'en est pris à la Charte d'Amiens dont il se demande si elle « *doit rester 111 ans plus tard un dogme sans nuance* ».

À l'inverse, Gluckstein martèle que l'alpha et l'oméga de la politique « trotskyste » serait la défense absolue de la Charte d'Amiens : « *Pour notre part, non par dogme, mais par nécessité pour le combat de la classe ouvrière, nous estimons la Charte d'Amiens d'une totale actualité* » (TT, 11 juillet 2018) ; et plus récemment : « *Les trotskystes sont partisans du programme de la IV^e Internationale (...) Dans cet objectif, les trotskystes placent au-dessus de tout l'indépendance de la classe ouvrière et donc, des organisations et institutions édifiées par elles (remarque : mais quelles « institutions » la classe ouvrière a-t-elle pu donc édifier dans la société bourgeoise ?). Nous sommes partisans de « l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes » et c'est pourquoi nous rejetons la conception du syndicat « courroie de transmission » du parti, c'est-à-dire la mise sous tutelle des syndicats par des fractions politiques quelles qu'elles soient, y compris la nôtre* ». L'article d'où est tirée cette dernière citation étant intitulé : « *Ce que sont les trotskystes et ce qu'ils ne sont pas* » (TT, 24 octobre 2018). Il n'est pas sans intérêt de confronter ce que dit Gluckstein à ce sujet et ce qu'en disait Trotsky. Ce que nous ferons plus bas.

Mais commençons par dire, s'agissant de Mélenchon, que la constante de la politique de ce dernier, c'est d'abord le soutien total à la politique des appareils syndicaux. Ce fut particulièrement le cas à la SNCF où - un exemple parmi cent autres-, il annonçait le 8 avril sur Europe 1 que « *ce n'est pas nous le centre de la lutte ; le centre de la lutte est syndical, et c'est lui qui va remporter la victoire* ». On connaît la suite.

Si Mélenchon s'est occasionnellement livré à la critique de la Charte d'Amiens, c'est sans doute parce qu'il entend

intégrer les directions syndicales à son projet politique. La critique doit donc d'abord porter sur ledit projet politique. Qu'en est-il de ce projet mille fois répété par Mélenchon et ses lieutenants ? Il s'agit non de renverser le capitalisme, mais de préconiser une plus grande association des travailleurs et des dirigeants syndicaux à la gestion des entreprises capitalistes, donc une forme d'association capital-travail. Il s'agit de répudier ce qui dans la Charte d'Amiens pouvait au moment de son adoption constituer dans une certaine mesure un progrès du mouvement ouvrier : l'affirmation, dans son point 4, de la nécessité d'exproprier le capital. En même temps, Mélenchon répudie la grève générale comme moyen de combat de classe du prolétariat - que la Charte d'Amiens préconise.

Il s'agit donc d'une critique réactionnaire de la Charte d'Amiens. Ce qu'oublie de dire Gluckstein, c'est que cette critique est si peu originale... qu'elle n'est que la stricte reprise de la critique émise depuis des décennies par les appareils syndicaux eux-mêmes. Citons un orfèvre en la matière, Georges Séguy, secrétaire général de la CGT en mai-juin 1968.

« (...) *Dans ce même chapitre, la Charte ajoute que le syndicat « prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste « et, à cet effet, « il préconise comme moyen d'action la grève générale* ».

Sur ce point nous sommes confrontés à la question la plus récurrente qu'ait eue à débattre la CGT tout au long de son histoire. L'idée de grève générale interprofessionnelle et illimitée conçue comme l'avènement du Grand Soir libérateur du système de l'exploitation de l'homme par l'homme fut formulée par le congrès constitutif de la CGT, en 1895, et reprise en maintes circonstances par la suite, de sorte qu'il en a été souvent question mais que sa concrétisation ne s'est pratiquement jamais produite.

Hormis en mai 1968, sans que le mot d'ordre en ait été lancé, la CGT préférant la gestion démocratique de la grève par les travailleurs eux-mêmes, et sans que le capitalisme disparaisse, puisque peu après, des élections législatives reconduisent sa majorité de droite au Parlement.

Non pas que la perspective d'un tel affrontement décisif ait été redoutée par la CGT (sic) mais, parce que la lucidité a incité à comprendre que la seule vertu d'un mot d'ordre d'état-major ne peut suffire à combler les inégalités interprofessionnelles ni à élever d'un coup la combativité ouvrière capable de créer les conditions réelles d'un arrêt général et illimité du travail. »

Il n'y a pas, à vrai dire, l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarettes entre la position de Séguy ici formulée en 2004 pour justifier le combat de l'appareil CGT en 1968 qui n'a pas appelé à la grève générale mais à la reprise du travail en juin en l'imposant aux travailleurs, et la position aujourd'hui exprimée par Mélenchon, et aussi par Martinez et l'ensemble des appareils syndicaux. D'où une question : mais pourquoi donc alors Gluckstein s'en prend-il au seul Mélenchon ?

La Charte d'Amiens : une avancée lors de son adoption qui se transforme en son contraire

Mais à vrai dire il y a contre la thèse de Gluckstein un argument bien plus décisif. Qu'existe une critique réactionnaire de la Charte d'Amiens n'implique pas pour autant que la Charte d'Amiens soit au-dessus de la critique, qu'on ne puisse formuler une critique révolutionnaire de ladite Charte. Laissons les sophistes soutenir que puisque quelques ennemis patentés de l'émancipation du prolétariat critiquent la Charte d'Amiens, toute critique de la Charte d'Amiens ne peut venir que des ennemis de l'émancipation du prolétariat. Ce genre de sophisme a trop servi dans le passé pour interdire toute discussion sérieuse dans le mouvement ouvrier.

Or précisément, la critique révolutionnaire de la Charte d'Amiens a été formulée il y a déjà près d'un siècle. Elle a été formulée méthodiquement, longuement, de manière constante pendant plus de vingt ans par les bolcheviks, en particulier par Trotsky. Il est étonnant que dans ses sept articles consacrés au prétendu « *dégagisme antisindical* », Gluckstein, qui se pique d'être « *trotskyte* » et prétend même au titre de dirigeant trotskyte, n'en dise mot.

La Charte d'Amiens, écrivons-nous plus haut, « *constituait dans une certaine mesure, lors de son adoption, un progrès pour le mouvement ouvrier* ». Précisons : la méfiance des syndicalistes à l'égard de la SFIO n'était pas dénuée de justifications. Quelques années plus tôt - avant la création de la SFIO -, le « *socialiste* » Millerand était rentré dans le gouvernement bourgeois Waldeck Rousseau. Et même si Guesde avait condamné le « *ministérialisme* », la SFIO concevait la prise du pouvoir comme le fruit d'une conquête parlementaire, le syndicat étant inféodé à cette tactique. Le « *progrès* » de la Charte d'Amiens consistait en ce que, pour elle, à l'inverse, l'expropriation du capital devait procéder de la lutte des classes directe, de la grève générale.

On voit d'ailleurs immédiatement que contenue dans ce progrès, il y a la limite de la Charte. Car la grève générale par elle-même ne peut pas réaliser l'expropriation du capital. Dressant les deux classes antagoniques l'une face à l'autre, la grève générale pose la question du pouvoir (comme le dira Trotsky plus tard : la question de « *qui est maître dans la maison* »), mais elle ne la résout pas. L'expropriation du capital ne peut procéder que de la prise du pouvoir par le prolétariat, ce qui suppose le démantèlement - la destruction - du pouvoir de la bourgeoisie. Cela ne figure pas dans la Charte et pour cause : elle est rédigée par le courant anarchiste qui rejette toute prise du pouvoir. De ce rejet au soutien au bout du compte au gouvernement bourgeois, l'histoire montrera qu'il n'y a qu'un pas.

Dès 1914 en effet, ce sont ceux qui avaient été défaits au congrès d'Amiens, les partisans de Guesde, qui vont se draper dans la charte d'Amiens, dans « *l'indépendance réciproque du syndicat et du parti* », contre les militants internationalistes qui devaient ensuite pour nombre d'entre

eux devenir les partisans de la III^e Internationale de Lénine et Trotsky.

On pourrait apporter mille citations à l'appui de cette affirmation. On n'en donnera que deux. La première est extraite de l'intervention de Blum au congrès de Tours de 1920 (congrès de scission de la SFIO et de constitution du PCF). Dans cette intervention, qui se termine par la réaffirmation de la politique « *d'union sacrée* » adoptée par la majorité de la SFIO en 1914 (« *Il y a des circonstances où, même en régime capitaliste, le devoir de défense nationale existe pour les socialistes* »), Blum affirme : « *sur l'histoire des rapports du socialisme et des organisations corporatives* (ndlr : c'est-à-dire les syndicats), *on en était arrivé péniblement après bien des tâtonnements, à une conception qui, somme toute, avait donné satisfaction à tout le monde : autonomie des deux organisations, communauté de but, mais avec différenciation des moyens...* » Puis, contre les partisans de la III^e Internationale... : « *Dans votre conception d'homogénéité militaire et toujours avec cette arrière-pensée de la mobilisation aussi prompte que possible des forces d'attaque pour la destruction de la société capitaliste, il était indispensable que vous assujettissiez toutes les formations ouvrières quelles qu'elles soient, corporatives ou politiques, à cette même discipline, et c'est indéniablement l'esprit des thèses de Moscou* » (*Le Congrès de Tours*, Editions sociales, pages 418 et 419). Il faut ajouter que ce drapeau de « *l'indépendance syndicale* », qui s'était si bien accommodé de l'appel à l'union sacrée durant les quatre années de guerre, n'était pas moins revendiqué par les dirigeants officiels de la fraction qui allait constituer le PCF, Frossard et Cachin, que la direction de l'Internationale communiste avait pourtant sur ce point quelques mois plus tôt (lors de leur visite à Moscou) sérieusement recadrés ; les mêmes Cachin et Frossard partisans eux aussi de l'union sacrée entre 1914 et 1918 !

Plus clair encore, l'hommage à Pelloutier par Léon Jouhaux, dirigeant de la CGT. En 1914, lors des obsèques de Jaurès, Jouhaux avait signifié le ralliement de la direction de la CGT à l'union sacrée concluant ainsi son discours : « *Acculés à la lutte, nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de la civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'histoire. (...) C'est en harmonie avec cette volonté que nous répondons « présent » à l'ordre de mobilisation.* »

Dès la fin de la guerre, il s'était rallié au traité de Versailles concocté par Wilson, le président US, qui avait pour effet d'écraser le prolétariat allemand sous la dette de guerre. Le même Jouhaux qui, quelques mois auparavant, avait mis tout son poids dans la balance pour que soit défaite la grève des cheminots, pouvait au congrès d'Orléans de la CGT (septembre-octobre 1920) déclarer :

« Anarchiste de la première heure... je fus de ceux qui, avec Pelloutier, considéraient que le mouvement syndical pouvait nous donner des satisfactions au point de vue de la réalisation de notre conception économique... Avec Pelloutier d'accord avec les anarchistes, je reste contre la dictature d'où qu'elle vienne et quelle qu'elle soit... »

Traduit en langage clair, Jouhaux y affirmait à la fois son hostilité au parti révolutionnaire, le mouvement syndical se suffisant à lui-même, et à la dictature du prolétariat, au pouvoir des soviets produit de la révolution russe victorieuse.

La position constante de la III^e Internationale, de Lénine et de Trotsky

En réalité, hier comme aujourd'hui, « l'apolitisme » du syndicat, « l'indépendance » du syndicat par rapport aux partis professée par les Blum et Jouhaux est une tartufferie. Elle camoufle la réalité, celle d'une dépendance politique étroite de la direction syndicale à l'égard de la bourgeoisie. Le 4^e Congrès de l'Internationale communiste l'établira avec la plus grande netteté : « L'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat se reflète dans la théorie de la neutralité, sur laquelle les syndicats devraient se fixer exclusivement des buts corporatifs, étroitement économiques et non point des visées de classe. Le neutralisme a toujours été une doctrine purement bourgeoise contre laquelle le marxisme révolutionnaire mène une lutte à mort... La bourgeoisie a toujours tendance à séparer la politique de l'économie, comprenant parfaitement que, si elle réussit à insérer la classe ouvrière dans le cadre corporatif, aucun danger sérieux ne menace son hégémonie. »

À l'inverse des tartuffes en tout genre (qu'ils soient de variante réformiste et parlementariste ou anarchiste), Lénine et Trotsky revendiquent le droit des communistes de s'organiser dans le syndicat, la soumission des militants communistes à la discipline de leur parti dans leur activité syndicale. Ils indiquent ouvertement leur but : arracher la direction des syndicats à l'appareil contre-révolutionnaire. Ils font de ce travail dans les syndicats ainsi orienté une condition à l'adhésion à la III^e Internationale lors de son deuxième congrès en juillet 1920. C'est la 9^e condition : « Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats (...) Des noyaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes (...) Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti. »

Trotsky, chargé par l'Internationale communiste des relations avec le PCF, précisera en février 1921 : « à quel point est fautive, anti-révolutionnaire et dangereuse la théorie de la soit disant « neutralité », de la pleine « indépendance » des syndicats envers le parti... La théorie de la division du travail, totale et absolue, entre le parti et les syndicats, de leur indépendance mutuelle est sous cette forme extrême le résultat le plus typique de l'évolution politique française. Le plus pur opportunisme est à la base de cette théorie ». Puis en juin de la même année, dans une lettre à Monatte : « La Charte d'Amiens constitue la pratique officielle du syndicalisme révolutionnaire. Pour formuler ma pensée, je dirai qu'invoquer la Charte d'Amiens, ce n'est pas résoudre, c'est éluder la question... La Charte a été pour le mouvement prolétarien un document précieux, mais la

valeur de ce document est historiquement limitée. ». On a expliqué plus haut en quoi consistaient ces limites.

Mais Gluckstein, disciple de Lambert, admet dans la filiation de ce dernier qu'il rejette la position de la III^e Internationale sur les syndicats. Il cite Lambert qui expliquait ainsi sa rupture : « L'expérience pratique qui fut la mienne au début des années 1940 m'a amené à reconsidérer cette conception... C'est à ce moment-là (...) que je comprends que le syndicat, qui rassemble les travailleurs quelles que soient leurs tendances politiques, philosophiques et religieuses, ne peut être identifié au Parti... j'ai estimé qu'il fallait réviser la position qui avait été prise par l'Internationale communiste. » (cité par la TT, 18 juillet 2018) ⁽¹⁾. Voilà ce qu'à l'évidence Lénine et Trotsky, faute sans doute « d'expérience pratique », n'avaient pas compris !

Nul ne conteste cependant le droit de juger que Lénine et Trotsky se sont trompés du tout au tout sur les syndicats. On n'est pas pour autant autorisé à faire de leur position une position purement conjoncturelle, au sortir de la première guerre impérialiste, une position qui ne pourrait être attribuée qu'à la « jeune Internationale communiste » (même numéro de TT), un péché de jeunesse en quelque sorte. Cette fable est véhiculée largement dans le courant lambertiste et on la retrouve expressément formulée par exemple dans le cahier du CEMTRI de mai 2010 (consacrée à la naissance du Parti communiste en France) qui écrit à propos des conditions d'adhésion à l'Internationale communiste : « De toute évidence, un certain nombre de ces conditions ont une valeur générale tandis que d'autres étaient plus conjoncturelles. Parmi ces dernières, les conditions 9 et 10 qui portent sur les rapports entre l'Internationale et ses Partis et les organisations syndicales. »

On le sait : la III^e Internationale entra très rapidement à partir de 1924 dans la voie de la dégénérescence stalinienne. C'est au compte de la politique contre-révolutionnaire de Staline que les organisations syndicales furent subordonnées aux partis staliniens, conduites à épouser les virages successifs de ceux-ci (particulièrement au cours de la « troisième période » durant laquelle les staliniens menèrent une politique forcenée de division des rangs ouvriers), réduites à l'état de squelettes.

De cela, on doit conclure au caractère criminel de la politique stalinienne. Mais c'est une escroquerie politique de faire comme si, du même coup, se trouvaient réhabilitées les théories des Pelloutier et Jouhaux, rejoints par Blum, sur « l'indépendance » syndicale.

Non seulement Trotsky ne se livre pas à une telle réhabilitation, mais il continue jusqu'à son dernier souffle à combattre le caractère réactionnaire de la théorie de « l'indépendance réciproque des syndicats et des partis ». Non seulement cette théorie est réactionnaire, mais elle le

devient chaque jour davantage à l'époque de l'agonie du capitalisme, époque où il n'est plus possible d'espérer pour la classe ouvrière la moindre amélioration durable de ses conditions d'existence dans le cadre du capitalisme, où au contraire celle-ci est confrontée à la remise en cause violente des acquis antérieurs, époque où toutes les réformes sont en réalité des contre-réformes, et où par conséquent, comme l'indique *Le Programme de transition*, « chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite-bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'État bourgeois ».

Oui, Trotsky a combattu jusqu'à son dernier souffle la réactionnaire théorie de « l'indépendance réciproque des syndicats et des partis ». C'est sur son bureau, au moment de son assassinat, qu'on a trouvé les notes qu'il venait de rédiger sur *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*. Il y indique : « Les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. (...) Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste, pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat. ». Il allait jusqu'à en conclure : « Il est un fait certain que l'indépendance des syndicats, dans un sens de classe, dans leur rapport avec l'État bourgeois, ne peut être assurée dans les conditions actuelles que par une direction complètement

révolutionnaire qui est la direction de la IV^e Internationale. »

C'est là la position non seulement « de la jeune Internationale communiste », mais de Trotsky juste avant son assassinat. Et cette position est exactement inverse à celle de Gluckstein. Ce qui ne prouve pas sans doute que Trotsky a raison. Mais l'appréciation de Trotsky est-elle aujourd'hui confirmée ?

Que les dirigeants syndicaux fassent aujourd'hui des syndicats « des instruments secondaires du capitalisme impérialiste » - mieux vaudrait dire aujourd'hui subordonnés que secondaires, car en réalité leur rôle est décisif - c'est ce dont la politique constante de « dialogue social » offre une illustration saisissante ! Pour qu'à l'inverse les syndicats « deviennent des instruments du mouvement révolutionnaire », Trotsky indique dans ces ultimes notes deux mots d'ordre : « complète et inconditionnelle indépendance des syndicats vis-à-vis de l'État capitaliste » et « démocratie dans les syndicats ». Il faut insister : l'indépendance dont parle Trotsky, c'est toujours l'indépendance vis-à-vis de l'État capitaliste, et non la pseudo « indépendance réciproque des syndicats et des partis », laquelle brandie il y a un siècle par Jouhaux, aujourd'hui par Martinez et les dirigeants de FO, s'est toujours parfaitement accommodée de la plus étroite subordination aux objectifs de l'État capitaliste. Quant au mot d'ordre de « démocratie dans les syndicats », il est nécessairement tourné contre l'appareil dirigeant des syndicats. Car plus ce dernier se soumet et coopère aux exigences de la bourgeoisie, plus il doit étouffer, dans les limites de ses propres forces, toute voix discordante en son sein.

Certes, le syndicat n'est pas le Parti...

Revenons à Lambert que Gluckstein cite comme son maître : « le syndicat, qui rassemble les travailleurs quelles que soient leurs tendances politiques, philosophiques et religieuses ne peut être identifié au Parti... »

Mais qui donc a dit que le syndicat devait être identifié au Parti ? On ne trouvera nulle part une telle identification dans aucun texte de la III^e Internationale. Combattre - objectif ouvertement revendiqué par celle-ci - pour conquérir la direction des syndicats, ce n'est nullement identifier le syndicat au Parti, ce qui signifierait - si les mots ont un sens - qu'il n'y a plus besoin de syndicat à partir du moment où existe le Parti. Or non seulement telle n'est pas la position de Lénine, mais c'est une position qu'il combat longuement en particulier contre la tendance « gauchiste » existant chez les communistes allemands, au point de lui consacrer une brochure entière (*La maladie infantile du communisme, le gauchisme*), où il pourfend longuement la position qui prétend que « la lutte syndicale est « dépassée ». Non, dit Lénine, la lutte syndicale n'est pas « dépassée », et même, le surgissement des soviets, organes du pouvoir de la classe ouvrière, ne fait pas disparaître la nécessité des syndicats. Lambert ne peut défendre « l'indépendance réciproque des syndicats et des partis » qu'en déformant grossièrement la position de Lénine et de la III^e Internationale.

Trotsky précise : « Il ne s'agit pas de priver les syndicats de leur autonomie et de les soumettre au Parti, ce serait une absurdité ; il s'agit que les communistes deviennent les meilleurs travailleurs syndicaux, qu'ils gagnent la confiance des masses et acquièrent une influence décisive dans les syndicats ».

Celui qui est incapable de penser dialectiquement ne peut concevoir que deux thèses en la matière : ou bien le syndicat est absolument indépendant du parti, politiquement neutre (en réalité fictivement politiquement neutre). C'est là la thèse de l'appareil FO par exemple, dans la continuité de Jouhaux, rejoint par Lambert et ses héritiers, dont Gluckstein. Ou bien le syndicat est identifié au Parti.

Et pourtant, Trotsky affirme à la fois « l'autonomie » du syndicat et le devoir impérieux des communistes de combattre pour y acquérir une influence décisive.

Qu'est-ce qui fonde donc « l'autonomie » du syndicat ? C'est le fait qu'il a vocation à regrouper les travailleurs de toutes tendances sur la base de leurs intérêts communs contre les patrons et l'État-patron. Qu'est ce qui caractérise le Parti ? C'est qu'il recrute ses membres sur la base d'une délimitation politique, celle de son programme et pour ce qui est du parti révolutionnaire, du programme de la révolution sociale.

En ce sens, la distinction du Parti et du syndicat ne peut nullement être « abolie » et le syndicat n'est pas le Parti.

La méthode indiquée par Trotsky et sa mise en œuvre

Mais si on en reste là, on en reste à une tautologie vide de tout contenu concret. A = A, B = B, A différent de B, B différent de A. Le Parti, c'est le Parti. Le syndicat, c'est le syndicat. Le Parti, ce n'est pas le syndicat. Le syndicat, ce n'est pas le Parti. Cela ne nous avance guère. Il faut pourtant répondre à la question : quelles relations concrètes doivent s'établir entre l'un et l'autre ?

Trotsky donne la méthode : « *La lutte du parti pour influencer les syndicats doit être menée de façon à ne pas freiner les tâches présentes de l'organisation syndicale, à ne pas la scinder, à ne pas laisser germer l'idée que les communistes désorganisent le mouvement de la classe* » (*L'offensive économique de la contre-révolution et les syndicats*, mars 1933).

Ne pas scinder l'organisation syndicale, ne pas désorganiser le mouvement de la classe... c'est-à-dire ne pas oublier la formule du *Manifeste du Parti Communiste* : « (Les communistes) *n'ont pas d'intérêts distincts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier* ».

Il ne s'agit pas de principes abstraits. En France, en 1921, un an après avoir combattu avec la dernière énergie dans le congrès de Tours pour la scission de la SFIO et la constitution d'une section française de l'Internationale communiste, sans aucune contradiction, les dirigeants de la III^e Internationale appellent à combattre jusqu'au bout contre la scission de la CGT voulue par Jouhaux et compagnie... mais aussi par la plupart des anarchistes. Car la scission de la CGT ne pouvait rien signifier d'autre qu'un affaiblissement, une désorganisation du mouvement de la classe.

En 1992, les militants révolutionnaires regroupés dans le Comité constitué autour de Stéphane Just combattent jusqu'au bout - malgré leurs forces réduites - contre la scission de la FEN voulue aussi bien par les staliniens du PCF que par les dirigeants « réformistes », parce que les militants révolutionnaires sont conscients du fait que la destruction de la FEN constituait un coup terrible contre le corps enseignant, au compte de la bourgeoisie, et ce malgré le fait qu'incontestablement la politique de la direction de la FEN était totalement collaborationniste

avec le gouvernement. Qui pourrait un quart de siècle plus tard le contester ? La FEN était constituée de syndicats puissants, syndiquant une large majorité des personnels. Leur seule existence - malgré la politique de leurs directions - constituait un obstacle de première importance à toutes les contre-réformes bourgeoises, ce dont d'ailleurs les représentants de la bourgeoisie avaient une claire conscience lorsqu'ils parlaient de la FEN comme de « *la forteresse enseignante* ». La destruction de ses syndicats (celle du Syndicat national des instituteurs, par exemple) ou leur affaiblissement (celui du SNES) a ouvert un boulevard à la bourgeoisie et à ses gouvernements. C'est ce que peuvent constater avec les enseignants tous ceux « *qui n'ont pas d'intérêts distincts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat* ».

Mais quid de Gluckstein ?

« *Ce dernier (Gluckstein évoque ici Lambert) s'est toujours battu contre la cartellisation du syndicat en une addition de fractions politiques. Cette conception en vigueur dans l'ancienne Fédération de l'Éducation Nationale (FEN) impuissante grandement le syndicalisme comme instrument d'émancipation, elle fige les positions en présence et étouffe la démocratie ouvrière par lesquelles les travailleurs peuvent échanger, confronter et se rassembler.* »

« Heureusement », grâce à l'action conjointe de l'appareil dit « réformiste » et l'appareil stalinien en 1992, cette FEN si manifestement nocive a été détruite. Et dans cette affaire, Lambert et Gluckstein avaient pleinement joué leur rôle « d'avant-garde » en portant le premier coup, organisant le passage de l'importante fraction troskyste à FO dès 1984. Depuis, vous l'avez compris, tout va mieux. Le corps enseignant enfin sorti de « l'impuissance » dans laquelle le maintenait la FEN, vole de victoire en victoire : rythmes scolaires, réforme des collèges, réforme des lycées, sélection à l'université, autant de merveilleux résultats - pour ne citer que les derniers en date - de cette « puissance » enfin retrouvée. Et en plus, dans les organisations règne la joyeuse confrontation des points de vue, le plaisir des échanges, le bonheur du rassemblement dans le cadre d'une démocratie ouvrière enfin rétablie. De qui se moque Gluckstein ?

La question de la démocratie syndicale, le droit de tendances, Gluckstein, Lambert et la révolution portugaise

Pour justifier sa thèse, Gluckstein prend quelques libertés avec l'histoire. Loin de faire feu contre l'existence de la FEN, les trotskystes ont défendu le maintien du cadre unitaire qu'elle représentait lors de sa création, le point d'appui qu'elle représentait en vue de la réunification de la CGT (la fédération de l'enseignement avait rejeté la scission CGT-FO). Au congrès du SNI de 1948, les trotskystes - dont était alors Lambert - ont soutenu la motion Bonnissel-Valière, même si nombre de ses formulations étaient discutables, parce qu'elle permettait le maintien de l'unité du syndicat en permettant la libre expression de tous les courants du mouvement ouvrier en son sein par l'existence du droit de tendances.

C'est en contradiction ouverte avec cette tradition que Lambert s'associe au bureaucrate Force ouvrière Sandri en 2008 sous le titre : « *Actualité de la Charte d'Amiens* » : « *La Charte d'Amiens reflète bien l'originalité du syndicalisme français... renforçant l'unité interne de l'organisation syndicale. Par là, elle réfute toute forme de groupements ou de tendances organisées comme tels en son sein* » (Cette dernière phrase en gras).

Roger Sandri sait ce qu'il fait : « *l'unité interne de l'organisation* », c'est la garantie que la politique de l'appareil syndical ne verra pas se dresser contre elle une opposition organisée au compte des véritables intérêts de la classe ouvrière. Quant à Lambert, en cosignant cette

déclaration, il met lui-même le bâillon sur la bouche de tout militant qui voudrait combattre cette politique.

Mais la classe ouvrière ne manquera pas d'arracher tous les bâillons dès qu'elle surgira sur la scène de l'histoire comme classe révolutionnaire. Le journal que dirigeait Lambert en 1975 - *Informations Ouvrières* - en avait par avance averti le Lambert de 2008 et le Gluckstein de 2018, rendant compte du formidable bouillonnement des masses durant la révolution portugaise à travers un meeting du Parti socialiste portugais que le prolétariat tentait d'utiliser au compte de ses aspirations révolutionnaires. Prenant à partie les staliniens qui entendaient imposer une camisole de force au prolétariat portugais : « *Sont-ils révolutionnaires, ceux qui ont toujours été contre la grève ?* », l'article d'*Informations Ouvrières* du 23 juillet 1975 écrit : « *Des centaines de drapeaux rouges frappés de l'emblème du PS flottent sur une foule dense qui lance les premiers mots d'ordre : Parti socialiste, parti marxiste ; l'intersyndicale est un jouet de Cunhal* (ndlr :

dirigeant stalinien) ; *droit de tendance, oui ! Répression, non !* »

Deux mois plus tard, le même *Informations Ouvrières* enfonce le clou, évoquant le mouvement à l'œuvre dans les syndicats : « *Dans de nombreux cas, les directions élues émanent des listes qui dans la discussion sur les statuts (...) avaient soutenu le droit de tendance et l'indépendance des syndicats par rapport à l'État. Il s'agit d'une victoire remportée par la classe ouvrière contre les forces qui veulent l'enchaîner à la reconstruction de l'État bourgeois démantelé* ».

Comme l'a montré la révolution portugaise, inévitablement, le mouvement de la révolution donnera chair et sang au mot d'ordre de « démocratie dans les syndicats » qu'évoque Trotsky dans son dernier écrit. Elle le fera en passant par-dessus toutes les barrières que voudront dresser contre elle les appareils syndicaux et leurs affidés.

« L'indépendance réciproque des syndicats et des partis » à l'épreuve des faits : les cheminots...

Il ne s'agit en rien d'un débat entre historiens. Il s'agit de l'actualité la plus brûlante de la lutte des classes. Quelques événements récents d'importance ont montré ce que recouvrait la théorie de « l'indépendance réciproque des syndicats et des partis ».

Il faut d'abord et toujours revenir sur le mouvement des cheminots au printemps dernier. Comme nous l'avons établi dans le précédent CPS, les cheminots ont buté sur une politique scientifique de bousille des appareils syndicaux à travers la grève hachée (le « 2 sur 5 ») venant scander des mois de concertation non stop. Il était possible, en particulier lors des premières séquences du mouvement, de combattre sur la ligne : dirigeants, prononcez-vous pour la défense du statut ! Grève jusqu'au retrait de la contre-réforme ! Comités de grève élus ! Comité national de grève intégrant les directions syndicales sous le contrôle des grévistes ! Inévitablement, une telle orientation prenant appui sur la volonté des cheminots, impliquait l'affrontement avec les appareils syndicaux. C'est le combat qu'aurait mené notre Groupe s'il avait été présent chez les cheminots. Dans des circonstances politiques différentes, c'est le combat initié à la RATP (sans que cette corporation n'ait à ce stade engagé le mouvement), ce dont les précédents numéros de CPS ont rendu compte.

Le groupe politique de Daniel Gluckstein disposait lui de quelques militants chez les cheminots. Quel combat ont-ils mené ? Ils sont intervenus sur l'orientation qu'a dictée Gluckstein. Quelle orientation ?

Le tract du POID du 10 avril affirme : « *L'unité de l'ensemble des cheminots avec leurs organisations pour le retrait du plan Macron-Spinetta est le premier pas pour reconquérir le statut pour tous les cheminots, pour arrêter la privatisation, pour le retour à une entreprise publique unique et intégrée sous monopole d'État* ». Au moment même où se noue le drame de la trahison et de la défaite qu'elle prépare, pour le POID dont Gluckstein est le principal dirigeant, tout va très bien selon ce dernier et s'annoncent les lendemains qui chantent. Huit jours plus tard, dans un éditto qui pose la bonne question dans son

titre « *Qui dirige ? Qui doit diriger ?* », Gluckstein écrit : « *En finir avec Macron et sa politique : ce ne peut être imposé que par la mobilisation de la classe ouvrière sur son propre terrain de classe. La grève des cheminots en montre le chemin (...) mais à condition de respecter la souveraineté des décisions des grévistes unis avec les organisations dans les assemblées générales (...) Pour leur part, les cheminots membres du POID respectent la souveraineté des assemblées générales unies avec les syndicats, et les décisions qu'elles prennent.* »

Petit problème : d'assemblées générales dignes de ce nom, il n'y en a pas ! Et pour cause, toutes les décisions ont été confisquées par les appareils syndicaux... et c'est bien pourquoi d'ailleurs les cheminots dans leur immense majorité, même lorsqu'ils font grève ne s'y rendent pas. C'est donc évoquer des fantômes que de parler des « assemblées générales souveraines ». Qu'est-ce qui demeure donc dépositaire de la « souveraineté » ? Les appareils syndicaux ! Et quelle souveraineté l'éditorialiste Gluckstein enjoint-il ses camarades cheminots de « respecter » ? La souveraineté des appareils syndicaux !

Mais voilà que la défaite scientifiquement préparée par l'appareil de la CGT et ses alliés se profile. Que va donc dire Gluckstein ? Il devient difficile de continuer à dire que « *la grève des cheminots montre le chemin* (pour en finir avec Macron et sa politique.) »

Reportons-nous donc au 27 juin, veille de la dernière séquence programmée par les appareils syndicaux. La TT nous le dit : « *La situation est pour le moins compliquée* ». En réalité, elle est dramatiquement simple : c'est la défaite. On fait parler les cheminots. « *Les cheminots restent opposés à la réforme* ». Ce n'est sûrement pas de cela dont on peut douter ! Un autre : « *Dans notre AG de conducteurs, nous avons pris la décision de nous organiser pour ne pas lâcher, quoiqu'il se passe après le 28, nous avons réfléchi à la constitution d'un réseau de collègues et mandaté deux collègues qui seront responsables de transmettre au réseau à quel moment se mobiliser* »...Paroles, paroles, paroles... Dire le 27 juin « *on s'organise pour ne pas lâcher* », c'est se payer de

mots, se livrer à un camouflage honteux de la situation réelle. Le même mensonge continue 8 jours après : « Rien n'est réglé ». Pourtant dans le même temps, les bureaucrates syndicaux ont repris à un rythme accéléré la discussion sur la convention collective (qui doit se substituer au défunt statut).

Le 25 juillet, un mois plus tard, la *TT* fait à nouveau parler les cheminots. L'intérêt, c'est que cela évite au POID comme organisation de tirer le bilan, ce qui inclurait son propre bilan, à savoir la célébration pendant près de deux mois de « l'unité réalisée des cheminots et de leurs organisations ». Donc les cheminots parlent. Et certains même disent la vérité : « Pour moi, tout a été fait pour diviser dès le départ ». Un autre : « On nous a envoyé au casse-pipe ». Un troisième : « Comparé au taux de grévistes, les AG étaient relativement faibles ». Ce n'est pas ce que disait Gluckstein trois mois plus tôt. C'est

même exactement le contraire. Un quatrième : « Je défends l'organisation de la grève par les grévistes ». Question : le 25 juillet ? Mais pourquoi donc l'organisation de la grève par les grévistes n'a-t-elle pas été avancée ... au moment où cela se posait, soit trois mois plus tôt ? C'est encore se payer de mots d'évoquer « l'organisation de la grève par les grévistes » le 25 juillet, et même à ce moment-là de parler de « comité de grève », comme le fera Gluckstein, quand trois mois plus tôt on a solennellement indiqué à l'appareil qu'on ... respecterait la souveraineté ... des appareils syndicaux.

Le bilan est sans appel : non seulement l'orientation de Gluckstein n'a aidé en rien les cheminots à se libérer du carcan mortel de la politique des appareils, mais encore au moment décisif, elle lui a apporté sa propre contribution : tel est le contenu concret de « l'indépendance réciproque des partis et des syndicats ».

... le congrès Force ouvrière

Le compte-rendu fait par la *TT* n'est pas moins révélateur. Le congrès de FO se tient dans des circonstances politiques précises, quelques mois après que la direction de FO s'est illustrée non seulement par sa participation pendant six mois à la concertation sur les ordonnances Macron de destruction du code du travail, mais encore par l'affichage du soutien à Macron par le secrétaire général sortant, Mailly. Dans ces conditions, la révolte gronde dans les syndicats contre l'appareil de Mailly. À tel point que pour assurer la continuité de l'appareil, une partie de celui-ci doit prendre ses distances avec Mailly et envisager une solution de rechange : ce sera Pavageau.

Mais au départ, il y a une saine révolte de militants qui expriment un mouvement dans la classe ouvrière contre la collusion grossière entre Mailly et le gouvernement. Ce mouvement de révolte ne pouvait pas ne pas s'exprimer dans le congrès confédéral. Une de ses expressions la plus nette, parmi beaucoup d'autres, sera sans doute l'intervention de la déléguée de Doux : « Mailly a vendu la classe ouvrière à Macron ». Ces interventions sont importantes. La contradiction entre l'intervention de ces délégués et la politique de Mailly n'est rien d'autre que la contradiction entre la nature qui reste ouvrière du syndicat et la nature 100% bourgeoise de l'appareil syndical.

Est-il utile de le dire ? Sans illusion sur ce que deviennent les militants qui portent cette révolte - il est à peu près fatal à cette étape qu'ils soient « récupérés » par une frange de l'appareil - des révolutionnaires dignes de ce nom ne peuvent que se situer à leurs côtés dans leurs prises de position.

Mais qu'en disent les amis de Daniel Gluckstein ? « Lors de cette première journée de débat, plusieurs discours se chevauchent. D'un côté nombre de délégués se font l'écho des conditions de vie des salariés, résument avec colère et angoisse les attaques passées et à venir, font état des luttes menées. De l'autre une série de délégués interviennent pour dire qu'ils votent pour, contre ou

s'abstiennent sur le rapport d'activité (...)
L'argumentation est (...) répétitive (...) les effets de tribune assez convenus ».

Pour la politique de soutien à Macron ou contre ? Le « journaliste » de la *TT* met les deux camps sur le même plan se situant doctement au-dessus de la mêlée. Il cite favorablement le bureaucrate qui pour couvrir la trahison de Mailly indique : « Nos querelles, nous devons les laisser derrière nous. »

Il y en a toujours un pour couvrir la trahison du manteau de « l'unité » de l'organisation.

Et la *TT* de se féliciter finalement des résolutions adoptées - en réalité dans le plus pur style FO, celui des grandes déclarations creuses « de principe » qui ne contrarient en rien la continuation de la politique de dialogue social : « Sur cette base, ces résolutions ouvrent une perspective de mobilisation interprofessionnelle », écrit la *TT* du 2 mai. En réalité, les résolutions quasi-unanimes expriment le fait qu'une fois de plus l'appareil a réussi à colmater tant bien que mal les brèches. Le départ sans gloire de Mailly, l'élection de Pavageau, sont l'illustration de la célèbre formule du roman de Lampedusa (*Le Guépard*) : « Il est nécessaire que tout change pour que rien ne change ».

La suite montrera pourtant que FO n'en a pas fini avec les soubresauts d'appareil. Pavageau vient d'être débarqué à la suite d'une obscure histoire de fichiers. Derrière cette histoire, sans aucun doute, la volonté de la bourgeoisie de mettre aux commandes une direction syndicale encore plus soumise à ses exigences, et aussi de donner un coup de main aux organisations « syndicales » bourgeoises (CFDT, UNSA) à la veille des élections professionnelles dans la Fonction publique. L'occasion pour Gluckstein de reprendre la plume confondant délibérément la défense de l'organisation - parfaitement légitime - et la défense d'une partie de l'appareil, celle qui est restée fidèle à Pavageau ⁽²⁾.

Pour conclure

Les résolutions de la III^e Internationale n'ont pas pris une ride, pas plus que les nombreux textes de Trotsky - et particulièrement le dernier d'entre eux : *Les syndicats à*

l'époque de la décadence de l'impérialisme. Plus que jamais, la thèse de la neutralité des syndicats, de « l'indépendance réciproque des syndicats et des partis » a

la même fonction réactionnaire. La muraille de Chine qu'elle établit entre lutte syndicale et lutte politique est d'abord un mur qui protège les appareils de tout combat organisé au sein des syndicats pour une véritable indépendance des syndicats, c'est-à-dire l'indépendance par rapport à l'État et la bourgeoisie. Car ce combat organisé n'est possible que s'il est mené par une fraction politique révolutionnaire dans les syndicats, sans l'existence de laquelle le rejet des travailleurs et des syndiqués de la politique de l'appareil est condamné - face à la fraction très organisée de l'appareil lui-même - à demeurer sans issue.

Gluckstein écrit dans son dernier article : « *Les organisations ouvrières appartiennent aux travailleurs. Elles s'organisent et s'administrent comme elles le décident* ». S'agissant de la situation actuelle, c'est on ne peut plus faux. Actuellement les organisations

appartiennent aux appareils bourgeois. Qu'elles appartiennent réellement aux travailleurs, tel est le but que doivent poursuivre les militants révolutionnaires, car les syndicats constituent un enjeu de première importance de la lutte des classes. L'activité organisée, fractionnelle des révolutionnaires vise un tel but, qui ne pourra toutefois être atteint qu'à travers de gigantesques bouleversements dans la lutte des classes, au cours même des crises révolutionnaires, sans qu'il soit possible de dire aujourd'hui dans quelle combinaison précise des événements cela se produira.

S'agissant de la politique des trotskystes dans les syndicats, voilà, pour citer le titre de la dernière parution de Gluckstein, « *ce que sont les trotskystes et ce qu'ils ne sont pas* ». Ce que sont les trotskystes est aux antipodes de ce qu'en dit Gluckstein.



Notes :

- (1) Lambert a été dirigeant trotskyste, du "groupe Lambert" puis de l'OCI (Organisation communiste internationaliste) pendant plusieurs décennies. Cette dernière organisation menait très ouvertement campagne dans les organisations syndicales pour que celles-ci reprennent à leur compte les objectifs que l'OCI jugeait conformes aux intérêts ouvriers : pour le "tous ensemble" contre la tactique des journées d'action, pour le Comité central de Grève en Mai-Juin 1968, etc. La "découverte" de Lambert selon laquelle l'intervention des trotskystes comme trotskystes dans les syndicats était attentatoire à leur indépendance est donc tardive ! En réalité, cette "découverte" ne procède nullement de "l'expérience pratique" faite par Lambert dans la construction des syndicats "au début des années 40". Elle procède de l'orientation impulsée par Lambert (et Gluckstein) 40 ans plus tard lorsqu'ils ont décidé de liquider l'organisation trotskyste au profit d'un regroupement prétendument plus large : le Mouvement pour un Parti des travailleurs (MPPT). C'est alors qu'est apparu le mot d'ordre "d'indépendance réciproque des syndicats et des partis" conformément aux injonctions de l'appareil de Force ouvrière. Quelques années plus tard, le MPPT se transformait en PT (Parti des travailleurs), et l'organisation trotskiste (PCI) était officiellement dissoute, transformée en "courant" du PT. Lambert pouvait alors "proclamer" la IVe Internationale, "proclamation" qui avait pour signification réelle la répudiation définitive de son programme.
- (2) Dans cet article, Gluckstein prend virulemment la défense de Pavageau contre la position adoptée par le POI et son dirigeant Hébert. Il est utile pour nos lecteurs de savoir qu'en 2015, le POI a subi une scission entre ce qui a continué à s'appeler le POI et le POID que dirige Gluckstein. Le POI se caractérise par le soutien constant à l'appareil FO. Dans la dernière période, sa politique a été dictée par un impératif constant : assurer la continuité de cet appareil. Au congrès du printemps dernier, le POI a lâché Mailly - avec le moins de fracas possible, Hébert continuant à assurer Mailly de « son amitié », et adoubé Pavageau. Mais lorsqu'une violente campagne a été développée contre Pavageau suite à l'« affaire du fichier » - campagne soutenue par la bourgeoisie, le gouvernement et relayée à l'intérieur de FO par les suppôts ouverts du gouvernement et du patronat, notamment les dirigeants FO Métaux -, Hébert et ses amis ont jugé que la continuité de l'appareil exigeait de lâcher Pavageau et de chercher une solution de rechange. C'est la politique honteuse d'Hébert et ses amis que la presse bourgeoise présente comme « trotskyste ». Ce qui présente aussi l'avantage de tenter de discréditer le trotskysme auprès de l'opinion ouvrière. Mais la réalité est que, par-delà le fait que les uns et les autres soutiennent des fractions différentes de l'appareil syndical, les amis d'Hébert et de Gluckstein ont en commun le même soutien à l'appareil.

BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 20 EUROS)

NOM :PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :LOCALITÉ :

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. - 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Site web : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr

Prenez contact ! A.E.P.S. 1bis, Rue GUTENBERG, 93100 MONTREUIL, <http://socialisme.free.fr>

Directeur de la publication : Roland MICHEL -- Commission paritaire n°67187 -- n°ISSN: 0763790X -- Imprimerie spéciale